

LES RESEAUX URBAINS ET LEUR EVOLUTION

par Y. MARGUERAT, géographe

A côté des études qui portent sur la ville comme milieu de vie, comme révélateur et instrument de la dynamique sociale, ou sur le centre urbain comme pôle d'organisation de l'espace rural environnant, une autre approche du fait urbain consiste en l'analyse des rapports des villes entre elles : formation des réseaux urbains (ensemble des relations qui les associent en un ensemble structuré) et phénomènes de macrocéphalie (écrasement des villes secondaires par une métropole unique, qui accapare l'essentiel des fonctions urbaines).

L'Afrique Noire, du fait de la jeunesse de son développement urbain, offre des exemples particulièrement lisibles de ces évolutions. Pour les mettre en lumière, le plus efficace est la démarche comparative, dans l'espace et dans le temps, afin de mieux saisir constantes et spécificités.

On voit ainsi que l'Afrique pré-coloniale n'ignorait pas les villes (Kano, Kumasi, Gao dépassaient le seuil des 100.000 habitants). Les principales étaient soit des cités marchandes, qui souvent avaient été amenées à se tailler des royaumes pour assurer la sécurité de leurs routes commerciales (Tombouctou, Djenné, Kong), soit des capitales d'Etats centralisés qui avaient organisé à leur profit les flux économiques (Kumasi, Sokoto, Kano), soit des forteresses-refuges (Ibadan et les cités-Etats yoruba) où venaient s'abriter les paysans, qui y acquéraient un mode de vie urbain, mais conservaient un mode de production rural. Il fallait toujours, pour que la ville pût structurer efficacement l'espace, que fussent combinés pouvoir politique et pouvoir économique, c'est-à-dire que la classe dirigeante urbaine fût capable d'organiser le drainage et l'accumulation des surplus, c'est-à-dire de concentrer le potentiel de décision.

Le passage au système colonial signifie que ce pouvoir de décision et ces mécanismes d'accumulation échappent désormais aux territoires africains, dont les facteurs structurants viennent alors de l'extérieur. Les villes précoloniales n'ont subsisté jusqu'à nos jours que dans la mesure où elles ont été reprises en compte par l'appareil administratif colonial (1).

(1) Quelques très rares cités ont néanmoins réussi à maintenir cette emprise spatiale endogène, cas exceptionnels mais d'un grand intérêt scientifique : ainsi Kumasi, qui a su réinvestir dans le cacao les capitaux, la main d'oeuvre et le savoir-faire acquis lors de l'apogée de son empire.

Les villes actuelles sont donc essentiellement l'héritage des choix spatiaux de l'administration coloniale, qui quadrillait méthodiquement les territoires conquis d'un réseau de postes hiérarchisés. Ceux-ci concentraient tous les nouveaux pouvoirs (politiques, sociaux, économiques), organisés de façon homogène et rigide. Leur répartition tendait à former un semis régulier, que seules déformaient les contraintes du milieu humain (fortes populations, ressources particulières, zones rebelles) et les exigences des communications (voies fluviales, axes ferroviaires). Si certains de ces postes coloniaux ont périclité, bien rares sont les villes actuelles d'une certaine importance qui ne sont pas issues d'un chef-lieu colonial établi à la fin du XIX^{ème} siècle ou au début du XX^{ème} (1).

L'essor économique des années 1950 s'est moulé sur cette armature administrative : dans les régions prospères, la croissance urbaine a, en général, respecté les hiérarchies pré-établies. Mais depuis, d'importantes mutations sont intervenues, en particulier le développement du trafic routier (qui a supprimé la nécessité des ruptures de charge et des lieux de concentration intermédiaires) et la restructuration des systèmes d'échanges a rendu inutile le rôle de relais qu'avaient les villes moyennes. Celles-ci, à la différence des capitales pré-coloniales évoquées plus haut, n'exerçaient de pouvoir sur l'espace que par délégation. Circuits d'échanges et flux migratoires les court-circuitent désormais et réduisent les villes moyennes, naguère centres régionaux, à un rôle strictement local (2).

On assiste donc, depuis vingt ans environ, à la dislocation des réseaux hiérarchisés de la période coloniale, et à leur remplacement par un système urbain beaucoup plus simple, où une poussière de centres locaux (3) s'oppose à une capitale "macrocéphale", qui concentre désormais toutes les fonctions urbanisantes décisives : administration centrale (les cas de disjonction, comme le Cameroun ou le Congo, montrent que c'est là le facteur le plus actif), grand commerce, appareil financier, industrie, moyens de transports (routier, aériens, maritimes...). Ce regroupement des fonctions dans les capitales en fait naturellement le principal rôle d'attraction des migrations, d'où des rythmes de croissance d'une exceptionnelle vigueur (8 à 12 % par an).

Ce modèle est très général en Afrique Noire, avec un jeu de nuances selon la taille du pays, la présence de fortes de villes secondaires notables, la structuration des communications, l'existence de fortes spécificités régionales... Du Sénégal à la Tanzanie, du Togo au Zaïre, on retrouve cette même domination d'une seule ville sur l'espace national, que parfois

(1) A l'exception de la Zambie et du Shaba, les mines (comme les plantations) n'ont donné naissance qu'à des "camps", dont l'équipement est urbain, mais non les fonctions : ils n'ont pas, avec l'espace voisin, de relations de domination ni même d'échanges.

(2) Mouvement particulièrement net dans l'organisation des circuits commerciaux où l'on voit les compagnies d'import-export abandonner progressivement leurs infrastructures régionales et replier toute leur activité sur les capitales.

(3) Ce recul des fonctions régionales (souvent masqué par la croissance des activités locales) n'empêche d'ailleurs pas la poursuite du gonflement démographique - même dans les cas où l'activité et l'emploi se réduisent effectivement (Sénégal).

elle dépasse (Côte d'Ivoire) et parfois ne couvre pas entièrement (Madagascar), domination que même la coexistence d'une capitale intérieure et d'une grande ville portuaire (Congo, Kenya) n'atténue pas sérieusement.

Cependant d'autres cas contredisent plus ou moins ce schéma, et sont donc particulièrement féconds à analyser : au Ghana, au Nigeria, au Cameroun, il existe d'authentiques capitales régionales. Kumasi, Ibadan, Kano, Bafoussam ont tiré de leur héritage historique et de structures sociales très particulières les moyens de conserver leur domination politico-économique sur une portion notable de l'espace national.

Ce type de réflexions, qui s'appuie sur l'analyse de tous les éléments de structuration de l'espace (assises territoriales des administrations et des entreprises, facteurs de régionalisation...) et de tous les flux décelables (migrations, échanges commerciaux, transports...), afin de comparer entre elles ces unités de base qui sont les espaces nationaux, débouche donc sur un approfondissement de la notion de ville. Celle-ci est alors conçue fondamentalement comme un point de concentration des pouvoirs politico-économiques, comme le lieu d'où s'exerce la domination sur l'espace (ville incluse : ce n'est pas "la ville" qui contrôle "la campagne", mais une classe dirigeante unique, pour qui la ville est siège, source et symbole de puissance). La centralisation de l'espace national sur une métropole unique se dévoile comme la marque de l'omnipotence d'un appareil d'Etat sans contreponds : la présence de centres régionaux apparaît comme un indicateur privilégié de l'importance de bourgeoisies locales, dont l'autonomie de décision nuance ou contrecarre l'influence centralisatrice de l'appareil d'Etat.

L'étude des réseaux, comme celle des espaces intra-urbains, est donc un instrument original et pertinent d'analyse de la société à partir de ses transcriptions spatiales.

Cette mise en lumière des mécanismes essentiels du pouvoir et de ses effets de structuration de l'espace est naturellement une démarche préliminaire indispensable à toute opération d'aménagement territorial.

Paris - Abidjan, octobre 1978

Note : La recherche actuellement en cours concerne l'analyse des Etats riverains du golfe de Guinée, du Libéria du Cameroun.

DIFFUSION INTERNE

LA RECHERCHE
URBAINNE
A L'ORSTOM

*tome 1: orientations
et projets*

ORSTOM PARIS
AOUT 1979

DIFFUSION INTERNE

LA RECHERCHE

URBAINE

A L'O.R.S.T.O.M.

**Tome 1 :
ORIENTATIONS ET PROJETS**

**O.R.S.T.O.M. PARIS
août 1979**